

TRIMER ENCORE PLUS POUR GAGNER TOUJOURS MOINS, C'EST ÇA LEUR JOUR D'APRÈS ?

DÉCONFINEMENT ET DÉCONFITURE

G. TARDENOIS, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Qui n'a pas apprécié à sa juste valeur sa première sortie depuis le 17 Mars sans s'auto-autoriser ? S'évalue ainsi le besoin, la nécessité de sortir de son chez-soi sans attester d'un quelconque respect de règles quelles qu'elles soient. D'autant que, décidées et imposées sans débats, ces règles étaient souvent discutables dans le détail. Comme, par exemple, l'interdiction de certains lieux de promenades ou de recueillement présentés comme plus dangereux que le croisement des personnes dans les rayons des supermarchés.

C'est que cette liberté est si fondamentale que reste en suspend la question de la réelle nécessité, de sa restriction et de son placement sous contrôle policier. « *Personne d'autre que le citoyen libre n'a qualité pour juger de l'emploi qu'il fait de sa liberté, sauf à voir celle-ci disparaître* ».

Or le confinement nous a fait basculer dans une société aux allures disciplinaires. Il ne pouvait guère en être autrement si l'on garde en mémoire l'attitude du gouvernement dans le mois qui a précédé : Conseil coronavirus qui accouche du 49-3, sortie présidentielle au théâtre pour « rassurer » et maintien des élections avec invitation à y participer, la veille de l'annonce du confinement.

Ce mois de mars n'était que la triste suite de près de trois années de gestion au seul profit des plus riches et des grandes entreprises. A l'incapacité de répondre de manière positive au mouvement des gilets jaunes autrement que par un prétendu grand débat et un « lâchez-vous » octroyé à la part la plus violente des forces de l'ordre, a suivi un redoublement des attaques contre le système social : réforme des retraites, du chômage et des aides au logement.

Dans les faits, le « nous sommes en guerre » présidentiel était, d'origine, une guerre déclarée à tout mouvement social contestant les choix d'un pouvoir qui est l'expression d'une minorité.

Aussi, le déconfinement tel qu'il nous est présenté, s'apparente plus à une poursuite de contraintes et de rappels à la discipline qu'à un retour à une normalité. Normalité qu'il convient de revisiter à l'aune des domaines sociaux, démocratiques et environnementaux.

Le déconfinement ne doit surtout pas être au confinement ce que la déconfiture est à la confiture, même la plus amère. Il dépend de chacun d'y œuvrer. **G.T.**



HAUTE-MARNE : MESURES TOUT À FAIT ARBITRAIRES

Certaines mesures prises par la préfète de Haute-Marne lors du déconfinement sont totalement incompréhensibles. Ce qui est recherché semble plus relever de la volonté d'humilier les citoyens que de la sécurité sanitaire. Interdit de prendre les sentiers qui vous mènent aux Tanneries en passant en Buez, interdit de rêver un peu en empruntant le chemin qui longe le Donjon.

On peut se promener en forêt, mais les squares Boulingrin et Philippe Lebon sont bannis. Idem pour les boulevards Gambetta, Thiers et l'avenue des États-Unis. On doit donc marcher ou courir sur les trottoirs étroits où il est quasi impossible de respecter la *distanciation sociale* (pour parler comme Macron) et se remplir les poumons de gaz d'échappement, d'autant qu'avec le déconfinement, la circulation s'est intensifiée.

On assiste à cette situation rocambolesque où les gentils toutous peuvent gambader à leur aise dans l'allée centrale (et plus si envie) mais pour les humains, c'est niet.

Les Chaumontais considérés pis que des chiens ? On s'en souviendra.

RICHARD VAILLANT



JHM : PERSONNES ÂGÉES AUX OUBLIETTES ?

Dimanche 10 mai, le JHM publie un comparatif des taux de décès pour les départements du Grand Est, la région la plus touchée par le Covid-19. Apparemment il s'agit de montrer que notre belle Haute-Marne a un taux très bas en ce qui concerne le nombre de décès pour 100 000 habitants : 0.0376, en seconde position derrière les Ardennes. Hourra ! Seul problème, ne sont comptabilisés que les décès à l'hôpital. On a sorti les Ehpad des stats. Or, situation tout à fait particulière au 52, les décès en Ehpad au 10 mai étaient à égalité avec ceux de l'hôpital. On double donc le taux et on évacue le département du podium. Merci de faire passer les vieux aux oubliettes. Cela semble être à la mode actuellement.



Le
PRINTEMPS
DES
POÈTES

FINI LA SÉCURITÉ SOCIALE, VOICI VENU LE TEMPS DE LA CHARITÉ SOCIALE

Donner les congés payés des salariés du public ou du privé aux soignants, voilà l'idée lumineuse d'un député LREM encouragé par la sinistre Pénicaud. Plutôt que de prendre aux riches, on va ponctionner les pauvres en leur réclamant des jours de congé à convertir en chèques vacances (!) pour les soignants. Un peu comme un don qu'on ferait à une organisation caritative. Ne comptez pas sur les députés LREM pour demander une augmentation de salaire et du point d'indice (bloqué depuis 10 ans) pour les soignants, pas d'embauche non plus, Quant à la prime, le décret n'est toujours pas paru. Ça va beaucoup plus vite pour débloquer des milliards pour Air France ou Renault...

MASQUES « SERPILLÈRES »

Les habitants de plusieurs villes ont eu la surprise de recevoir, en guise de masques, des « torchons » ou « serpillères ». Suite à la polémique, le maire de Thonon-les-Bains a rétorqué : « on est pas dans un concours de mode ! ». Certes, mais le problème est ailleurs : la qualité de ces masques laisse clairement à désirer, mettant la population en danger. C'est ce genre de masques qui a été distribué à Châteauvillain... Et à Chaumont, comme ils tardent à arriver on finira par en réclamer des *comme ça* !



SI LE FIGARO LE DIT... CORONAVIRUS, DUR, DUR !

Ainsi, les trois-quarts des Français estiment que leur gouvernement ...

- Ne leur a pas dit la vérité (75 %),
- N'a pas pris les bonnes décisions au bon moment (74 %),
- N'a pas fait ce qu'il fallait pour aider les hôpitaux et les soignants face à l'épidémie (76 %),
- N'a pas été clair (76 %) et n'a pas montré qu'il savait où il allait (76 %).

Et 65% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour préparer le pays au déconfinement à partir du 11 mai

L'ENNEMI DESIGNÉ... PAR LES MEDIAS

Grande majorité, presque unanimité dans les médias pour faire haro sur l'ennemi désigné. Pointé du doigt : La Chine, qui coiffe au poteau la Russie. Pourtant un sondage Ifop du 11/05 donne les résultats suivants : Les Français interrogés sur les puissances les plus dangereuses au monde désignent, les Etats-Unis par 32 %, devant la Chine 30 %.

PARIS - ALGER : Lu sur le site Orange : Algérie: le pouvoir veut enterrer la contestation grâce au virus, selon des analystes. Ah ! Parce qu'en France ça se passe autrement ?

135 EUROS : Faites ce que je dis, pas ce que je fais, c'est le privilège des petits chéfaillons. Christophe Castaner a déclenché une nouvelle polémique le 6 mai lors de sa visite dans une usine à Annoeillin (Nord), qui fabrique des masques. Il a été pris en photo auprès de plusieurs dizaines d'employés, loin de d'appliquer les gestes barrières qu'il est censé faire respecter !



Jacques Prévert

SANCTA SENILITA

Philippiques 1942

Il a fait don à la France de sa
personne
et n'a pas hésité à donner aux flics
de la Cité

des enfants voués au noir
désespéré

Au Vel d'Hiv concentrationnaire
c'est les Six jours de la douleur
les avant-coureurs de la mort

Et il ranime, place de l'Étoile Jaune,
une blême flamme tricolore.

Boulevard Saint Michel
Paradis fermé et désolé
de bonnes intentions.
Jacques Prévert
mai 68

OASIS MIRO

Des oiseaux jaune fou vêtus de noir
brûlé
dans un ciel noir désert
volaient

Vert Vert

Garcia Lorca chantait

Astre de cuivre rouge son coeur les
attirait

Est-ce la faute de la lune
les larmes sont salées
et les plus fines lames de la mer
viennent se briser comme verre
sur le plus tendre des rochers

les larmes sont salées
est-ce la faute de la lune
qui régit les marées.

Jacques Prévert

Soleil de nuit
(Gallimard 1980)



LE BILLET À B.B. IRRESPONSABLES

"Il est meilleur d'être irresponsable et dans le vrai que responsable et dans l'erreur" (Churchill).

Encore une citation empruntée à un vieux soldat qui blablait aisément dans son fauteuil quand ses troupes étaient au front.

Moi, je n'ai pas la clairvoyance de ces beaux messieurs en chapeau melon, mais en ces temps présents je ne vois que des irresponsables dans l'erreur, à la barre du vaisseau fantôme qu'est devenu notre Pays !

La cacophonie des déclarations d'un exécutif plus préoccupé par son image que par le sort de ses concitoyens, s'ajoute à des incohérences, des silences et des mensonges de nature à alimenter à tout le moins un certain scepticisme, faisant perdre confiance, s'il y en eut un jour, en ces dangereux apprentis sorciers.

Mais comment donner quitus à ces olibrius qui nous mentent sur toute la ligne ? Déjà que les morts ne sont comptés qu'à partir du mois de mars alors que le virus était en France dès le 8 décembre, ils n'ont réagi qu'après ordres, contrordres et désordre ! Maintenant, consternés et stupéfaits, nous apprenons qu'en pleine crise de Covid-19, 362 millions de masques entreposés en secret dans la Marne (dans les tranchées ?) étaient régulièrement et méthodiquement détruits, jugés trop vieux (eux aussi...) pour pouvoir être utilisés.

Ces masques introuvables dont nous avons tant besoin, bien qu'ils soient officiellement jugés "périmés", n'ont pas réellement été vérifiés. Au final, il s'avère que 85 millions sont encore utilisables et pourraient être distribués au grand public. Si les réserves étatiques ont fondu dans des proportions phénoménales au fil des ans sans pourvoir à leur renouvellement, c'est que la doctrine des officines officielles de la Santé n'était pas d'en équiper la population, mais seulement les soignants qui, d'ailleurs, ne les ont pas vus pour autant.

Personnellement, j'ai la rage quand j'ai eu à disposer d'un masque périmé depuis de nombreuses années et pourtant bien heureux de ce don d'un ancien artisan, rassuré de voir nos petites mains souvent septuagénaires confectionner à tour de bras des protections avec le moindre carré de tissu. Envoyés à la Chine puisque la Buzyn assurait que l'épidémie épargnerait la France, inutiles puis indispensables, commandés, réquisitionnés ou brûlés, les masques (comme tous les équipements vitaux) sont le visage à découvert du délabrement de notre société pour lequel le pouvoir actuel porte une lourde responsabilité.

BERNARD BLUM - 14 mai 2020

SANDOUVILLE : ET VIVE LA CGT !

Il y a un domaine où le jour d'après-hier sera bien le même que celui d'avant-demain, c'est l'anticégétisme. L'affaire Renault-Sandouville pour preuve. La CGT a saisi le tribunal pour obtenir de meilleures mesures de protection des salariés en ces temps de pandémie. Il s'agit là du rôle bien compris d'un syndicat normalement constitué, c'est-à-dire censé défendre les intérêts des travailleurs.

La CGT pense être autorisée à le faire car, en plus des manquements à la sécurité pour la reprise du travail, la direction a tout simplement omis de demander l'avis du CSE (Comité d'entreprise). Le tribunal, au vu de ces faits bien réels, a donc donné raison au syndicat CGT.

Surprise : cette décision donne lieu à un déluge anti-CGT d'une violence rarement connue. Le Maire qui ne pense qu'à l'économie même s'il faut, pour cela, sacrifier quelques millions de salariés, la nouvelle chair à canon ; Pénicaud, toujours DRH chez Danone avant d'être ministre du Travail et Laurent Berger, prêt à toutes les compromissions avec le patronat et le gouvernement. Comment oublier qu'il a soutenu la réforme des retraites chère à Macron ? Le seul moment où il a été jusqu'au boutiste !

Il faut noter que le jugement du tribunal du Havre est en tout point conforme à ceux rendus pour d'autres affaires similaires comme Carrefour ou Amazon, entreprise où les autres syndicats qui, aujourd'hui, poussent des cris d'orfraie, étaient partie prenante de la plainte. Et surtout, tous semblent avoir oublié que c'est un juge indépendant qui a pris cette décision, et non un responsable de la CGT... D'habitude, les ministres se refusent à commenter une décision de justice, mais quand il s'agit de la CGT, on ne se refuse rien !

RACHID R.

BLANQUER, À PEU PRÈS...

Au premier jour du déconfinement et dans la perspective de la réouverture progressive des écoles, Jean-Michel Blanquer était l'invité d'Europe 1. Pour rassurer les parents inquiets de la reprise, il a utilisé un argument massue : « *Beaucoup de pédiatres le disent, il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école.* » On se demande dès lors pourquoi l'école n'est pas restée ouverte le temps du confinement. Comme le note avec ironie Médiapart, ces propos sont aussi surprenants que ceux qu'il avait tenus une semaine plus tôt sur BFM-TV : « *Si c'est faisable dans certains endroits, c'est que ça doit être faisable à peu près partout.* » À peu près. Blanquer ou la politique de l'à peu près.

PÉTITION POUR LA GRATUITÉ DES MASQUES

« Nous demandons la gratuité des masques pour l'ensemble des Français après le 11 mai. Il est scandaleux que les masques coûtent parfois plus de 5€. Chaque citoyen doit pouvoir se procurer son masque gratuitement, les moins aisés ne doivent pas être mis en danger à cause de problème financier.

Sur Change.org : <https://www.change.org/p/edouard-philippe-gratuit-%C3%A9-des-masques-pour-tout-le-monde>

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

« Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles ». Max Frisch

ET SI ON DÉCONFINAIT L'ACTION SYNDICALE ?

Comment ne pas être effrayé par la militarisation de l'espace public avec une surveillance de masse de la population. L'état d'urgence contre le terrorisme a déjà laissé beaucoup de lois liberticides en place comme celle de pouvoir assigner des personnes à résidence. L'état d'urgence sanitaire, sous couvert de notre protection, nous impose bien d'autres interdictions.

Lundi 11 mai, premier jour de déconfinement, métro bondé, bords de Seine aussi en soirée pour boire un verre entre amis. Selon Castaner, ce virus a la particularité d'être extrêmement dangereux et contagieux avec vos amis et votre famille, mais totalement inoffensif avec vos collègues de travail ou dans le métro !

Nous voici encore assignés à résidence dans un rayon de 100 km hors département, autorisés à nous rassembler dans les magasins pour consommer mais interdits de ballades, même seul, dans les parcs et jardins publics, dénoncés par notre médecin généraliste (si décidé à "collaborer") pour suspicion de COVID, surveillés par des vidéos surveillance à reconnaissance faciale (testées à Paris et Nice), des hélicoptères à caméra infrarouge, des drones, verbalisés, tabassés par la milice de Macron. Encore de nouvelles réductions drastiques de nos droits, des attaques contre les droits du travail, alors que nous attendions des tests, des campagnes de dépistage, des masques gratuits... Combien de temps encore va-t-on se laisser déposséder d'acquis obtenus au prix du sang et de la vie de nos parents, grands-parents, sous couvert de lutte contre le COVID !

Lundi 11 mai à Nantes et Toulouse, des soignants manifestaient devant les hôpitaux pour réclamer les moyens toujours attendus.

À Paris, Île St Louis, manifestation contre les violences policières, rassemblement d'avocats place Vendôme, gilets jaunes devant le ministère de la santé et place de la République. Comme pour nous inviter à sortir de nos pantoufles de confinés pour faire cesser le bruit des bottes !

MARIE-ROSE PATELLI

LICENCIEMENTS : CASSE ORGANISÉE

Aux risques encourus depuis la « reprise » du 11 mai et aux inquiétudes, la crainte de perdre son emploi viendrait-elle s'ajouter aux ravages du fléau ? C'est vers la mi-avril que Le Maire, ministre de l'Économie, a levé le voile sur la stratégie financière du patronat pour les « jours d'après ». Il a ainsi prévenu : « *les entreprises seront tentées de licencier* ». Tentation ? Ne serait-ce pas plutôt le traitement habituel que les actionnaires appliquent aux salariés quand leurs rentrées se font un peu plus rares ? L'annonce n'a donc pas été lancée à la légère même si elle contredit, de manière flagrante, la parole d'un Macron assurant que « *rien ne sera plus comme avant* ».

De honteux « plans sociaux » sont d'ores et déjà à l'étude. Il semble cependant trop tôt pour les dévoiler. C'est par touches successives que le danger se précise : suppression des RTT ou de l'aide pour « chômage partiel » ici, augmentation du temps de travail ou renvoi des congés aux calendes grecques là. Ou encore l'obligation d'appliquer des mesures « sanitaires » inapplicables, contradictoires, voire imbéciles... Et cela dans une situation où l'arsenal répressif se met en place : verbalisation de tout contrevenant aux règles, obligation du port du masque aux frais du citoyen, restriction des parcours, gravissime renforcement autoritaire et personnel du pouvoir présidentiel, etc.

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner les objectifs du gouvernement : se saisir de la crise, de la « convalescence » et de la « fragilité » d'un pays pour pousser l'avantage économique et politique de la fraction la plus fortunée de la population. La phrase, ressassée quotidiennement : « Il nous faudra apprendre à vivre avec le Covid-19 » doit être traduite par « Le peuple devra faire des sacrifices ».

À entendre les bien-pensants, l'heure serait à la rédemption. Nous devrions payer cher le rachat de nos fautes et celui du tort que nous aurions fait subir aux entreprises du pays. Il nous appartient de nous rassembler pour déjouer le calcul des sirènes, ces authentiques responsables de tous nos maux.

JACK FORMET

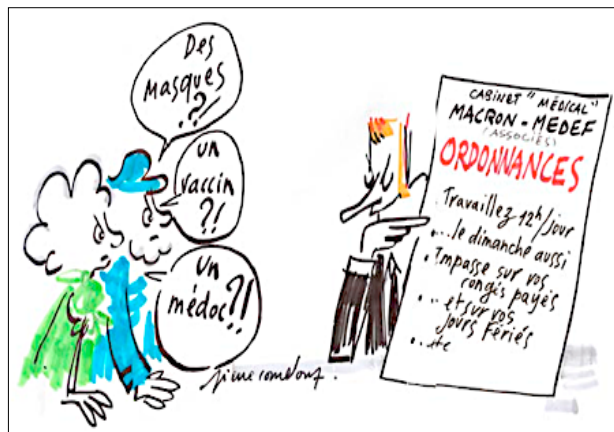
DERICHEBOURG ET LA « PERFORMANCE COLLECTIVE »

L'entreprise Derichebourg Atis aéronautics (sous-traitant d'Airbus) fait du chantage à l'emploi et menace de licencier 700 salariés s'ils ne cèdent pas sur la remise en cause des acquis sociaux.

Dès le 11 mai, premier jour de déconfinement, la direction de l'entreprise toulousaine a présenté son projet appelé pudiquement « projet d'accord de performance collective ». En fait un abandon pur et simple des acquis sociaux pour tous les salariés : baisse des salaires, baisse des primes, suppression du 13ème mois, suppression de journées de congés payés, des indemnités transport, des indemnités repas...

Cet odieux chantage est un bel aperçu de l'application des ordonnances Macron qui cassent le droit du travail. Un exemple qui pourrait bien arriver dans toutes les entreprises de France si les salariés ne s'organisent et ne luttent pas.

PASCAL PRUVOT



Ont participé à la rédaction du journal : Bernard Blum, Elté, Jacky Formet, Marie-Rose Patelli, Pascal Pruvot, G. Tardenois, Rachid R. et Adriana Vaillant. Merci à Médiapart, Là-bas si j'y suis, et Reporterre ; au journal l'Humanité, à la presse locale,